



SSA

- 4 **Nouvelle gouvernance de la SSA**
- 5-6 Die neue Corporate Governance der SSA

DROIT D'AUTEUR URHEBERRECHT

- 7 Die Kulturflatrate – wirklich eine gute Idee?
- 8 **La licence globale, une fausse bonne idée**

- 10 Arbeitsgruppe zum Urheberrecht
- 10 **Groupe de travail sur le droit d'auteur**

- 12 Wenn sich 35 Urheberrechtsgesellschaften austauschen
- 13 **Quand 35 sociétés d'auteurs s'unissent**

- 12 Indien: neues Urheberrechtsgesetz
- 13 **Inde: nouvelle loi sur le droit d'auteur**

AUDIOVISUEL AUDIOVISION

- 14 Die Zauberlaterne erklärt Kindern das Urheberrecht
- 15 **La Lanterne Magique explique aux enfants le droit d'auteur**

- 16 **Calendrier des répartitions 2013**
- 16 Verteilkalender 2013

- 17 **Journées de Soleure 2013**
- 17 Solothurner Filmtage 2013

ACTIONS CULTURELLES SSA FÖRDERPROGRAMME DER SSA

- 18 Ausschreibungen und Stipendien der SSA
- 19 **Concours et bourses SSA**

SCÈNE BÜHNE

- 20 La SSA au service des auteurs et des productions théâtrales
- 22 **Die SSA im Dienste der Urheber und der Bühnenproduktionen**



«Hier lang!» «Zivilisation»

ILLUSTRATION EN COUVERTURE TITELBILD

Dessin qui illustre un des métiers du cinéma, celui d'animateur, dans *Moviepedia*, une encyclopédie sur le cinéma produite par La Lanterne Magique, actuellement en préparation et prochainement mise en ligne.

Zeichnung, welche einen der Filmberufe darstellt (hier Trickfilmer) und in *Moviepedia*, einer in Vorbereitung stehenden On-line-Filmzyklopädie der Zauberlaterne, erscheinen wird.

du «World Wild Web» et des compromis

Les signes ne trompent pas: la planète virtuelle que l'humanité s'est inventée, en extension de ses territoires physiques, est en voie de civilisation. Devant les excès de ce que certains désignent comme le «World Wild Web», des mesures régulatrices sont réclamées dans de nombreux domaines. Le droit d'auteur n'échappe pas à cette tendance, lui qui s'est retrouvé catapulté sur la scène publique alors qu'il ne concernait auparavant que quelques professionnels.

On entend dire, de-ci de-là, que les détenteurs de droits d'auteur devraient «enfin faire des compromis». Pardon? Mais oui: il paraîtrait que les créateurs et autres contributeurs à l'économie culturelle aient abusé des droits que la loi leur accorde, et n'auraient pas fait preuve d'une grande tolérance ces vingt dernières années... Tolérance de l'utilisation illicite des œuvres, quasi-résignation face à la spoliation des revenus qu'ils peuvent raisonnablement s'attendre à retirer de leurs investissements et productions. Dépossession qui met dorénavant en péril le financement même de nouvelles productions.

N'oublions pas qu'Internet n'est pas juste un «nouveau» média, mais un substitut complet à toute la chaîne classique d'exploitation des œuvres – vous pouvez y télécharger une œuvre pour la conserver durablement, la louer ou la visionner pour une durée déterminée, regarder ou écouter des programmes confectionnés par d'autres. La dématérialisation du produit culturel a ceci de bon qu'il met en lumière ce qui lui donne sa véritable valeur: l'œuvre. Les œuvres dont vous, membres de la SSA, êtes les auteurs. Auteurs pour lesquels l'investissement ne se compte pas uniquement en temps, mais aussi en émotions. Pas étonnant dès lors que la SSA vous transmette, dans ce numéro, des articles qui traitent de fausses bonnes idées («la licence globale» en p.8) ou de groupes de travail mandatés par l'Etat pour mener de vastes réflexions (p. 10).

Rappelons au passage que les auteurs ont inventé depuis longtemps un modèle de gestion de leurs droits, facilitant l'accès aux œuvres et à la culture à des conditions équitables, autant pour eux que pour les usagers, et permettant de gérer une utilisation massive des œuvres tout comme une représentation unique. Cela s'appelle «une coopérative de gestion des droits d'auteur» et cela permet à ces derniers de garder collectivement une forme de contrôle sur leurs œuvres. Pour que l'on se conduise sur la planète virtuelle avec ce que des voix toujours plus nombreuses, animées par des causes très diverses, réclament: un peu plus de respect.

Jürg Ruchti, directeur

vom World Wild Web und von Kompromissen

Die Zeichen täuschen nicht: Der virtuelle Planet, den die Menschheit als Ausweitung ihrer physischen Räume erfunden hat, beginnt sich zu zivilisieren. Nach den Exzessen dessen, was manche als *World Wild Web* bezeichnen, werden in zahlreichen Bereichen regulierende Massnahmen gefordert. Das Urheberrecht entkommt diesem Trend nicht und steht heute im Rampenlicht der Öffentlichkeit, während es früher nur einige Berufe betraf oder zumindest interessierte.

Von verschiedener Seite hört man, die Inhaber von Urheberrechten sollten «endlich Kompromisse machen». Wie bitte? Aber ja, es macht offenbar den Anschein, die Kreativen und andere, die zur Kulturwirtschaft beitragen, hätten die ihnen von Gesetzes wegen zustehenden Rechte missbraucht und nicht etwa in den letzten zwanzig Jahren eine grosse Toleranz bewiesen... Toleranz gegenüber der unerlaubten Benutzung von Werken, eine Quasi-Resignation angesichts der Tatsache, dass man ihnen Einkünfte vorenthält, die sie mit gutem Recht aus ihren Investitionen und Produktionen erwarten dürfen. Eine Enteignung, die künftig die Finanzierung neuer Produktionen gefährdet.

Vergessen wir nicht, dass das Internet keineswegs einfach ein «neues» Medium ist, sondern der vollständige Ersatz der gesamten herkömmlichen Nutzungskette der Werke – Sie können im Web ein Werk herunterladen und auf Dauer behalten, mieten oder für eine bestimmte Zeit anschauen, von anderen zusammengestellte Programme anschauen oder hören. Das Gute an dieser Entmaterialisierung des Kulturprodukts ist, dass sie ans Licht bringt, was seinen echten Wert ausmacht: das Werk. Die Werke, deren Urheber Sie sind, die Genossenschafter der SSA. Urheberinnen und Urheber, deren Investition sich nicht nur in Zeit und Geld, sondern auch in Emotionen bemisst. Es überrascht deshalb nicht, dass die SSA Ihnen in dieser Ausgabe Artikel nahebringt, welche von falschen guten Ideen handeln («Kulturflaute» auf S. 7) oder von der vom Bund mit grundsätzlichen Überlegungen zum Urheberrecht und Internet beauftragten Arbeitsgruppe AGUR (S. 10).

Hier sei daran erinnert, dass die Urheber seit langem ein Modell für die Verwaltung ihrer Rechte erarbeitet haben, das den Zugang zu den Werken und zur Kultur erleichtert, und zwar zu fairen Bedingungen für sie selbst und für die Nutzer. Ein Modell, das es möglich macht, sowohl eine massive Nutzung von Werken als auch eine einzige Aufführung zu verwalten. Das nennt sich «eine Genossenschaft für die Verwaltung von Urheberrechten» und erlaubt den Urhebern, gemeinsam eine gewisse Kontrolle über ihre Werke zu bewahren. Damit man sich im virtuellen Planeten so benimmt, wie es immer mehr Stimmen aus den unterschiedlichsten Gründen fordern: mit etwas mehr Respekt.

Jürg Ruchti, Direktor

édito
editorial

nouvelle gouvernance de la SSA

Un nouveau logo. Un nouveau site web. Un nouveau président. Ces transformations ne vous ont sans doute pas échappé. Mais le changement le plus profond accompli durant cette période n'est pas directement visible pour nos membres et partenaires: un nouveau règlement de gouvernance a été adopté par le Conseil d'administration et préside aux débats et aux décisions de celui-ci depuis le 1^{er} septembre 2012.

Il aurait pu s'agir d'un simple toilettage. De coucher sur papier des pratiques qui avaient l'avantage d'être connues de tous. Nous avons été plus loin. Avec Claude Champion, le président sortant, nous étions convaincus qu'il fallait réfléchir aux enjeux de la SSA d'une autre manière et que ce changement de présidence était «le» moment pour le faire.

Pourquoi?

Longtemps traitées ensemble dans chaque organe, les affaires audiovisuelles et scéniques, qui relèvent en fait de deux économies culturelles différentes, étaient jusqu'à récemment protégées de toute modification fondamentale. Mais les exploitations numériques (légalisées et illégales) ont

changé la donne. Il est dès maintenant important de permettre à chaque auteur qui entre au Conseil d'administration – pour y représenter les intérêts d'un répertoire précis – de travailler dans une commission concentrée sur les enjeux soit audiovisuels, soit scéniques, qu'il s'agisse de droit d'auteur, de perception et de répartition, d'affaires culturelles ou d'actions structurantes pour le milieu.

Le Conseil d'administration a donc dissout la Commission culturelle exclusivement dédiée aux actions culturelles dans les deux domaines et la Commission gestion et juridique qui héritait de presque tous les autres dossiers. S'y sont substituées:

- La Commission Audiovisuel, qui est l'interlocutrice pour l'administration de toutes les questions relatives au cinéma, à la télévision et au multimédia ainsi que des actions culturelles dans ces répertoires.
- La Commission Scène, qui est l'interlocutrice pour l'administration de toutes les questions relatives au théâtre, à la chorégraphie, à la musique de scène et à la radio, ainsi que des actions culturelles dans ces répertoires.

Reste la Commission Communication, en charge du bulletin *Papier* et de notre stratégie de communication dans un monde où celle-ci se fait de plus en plus importante.

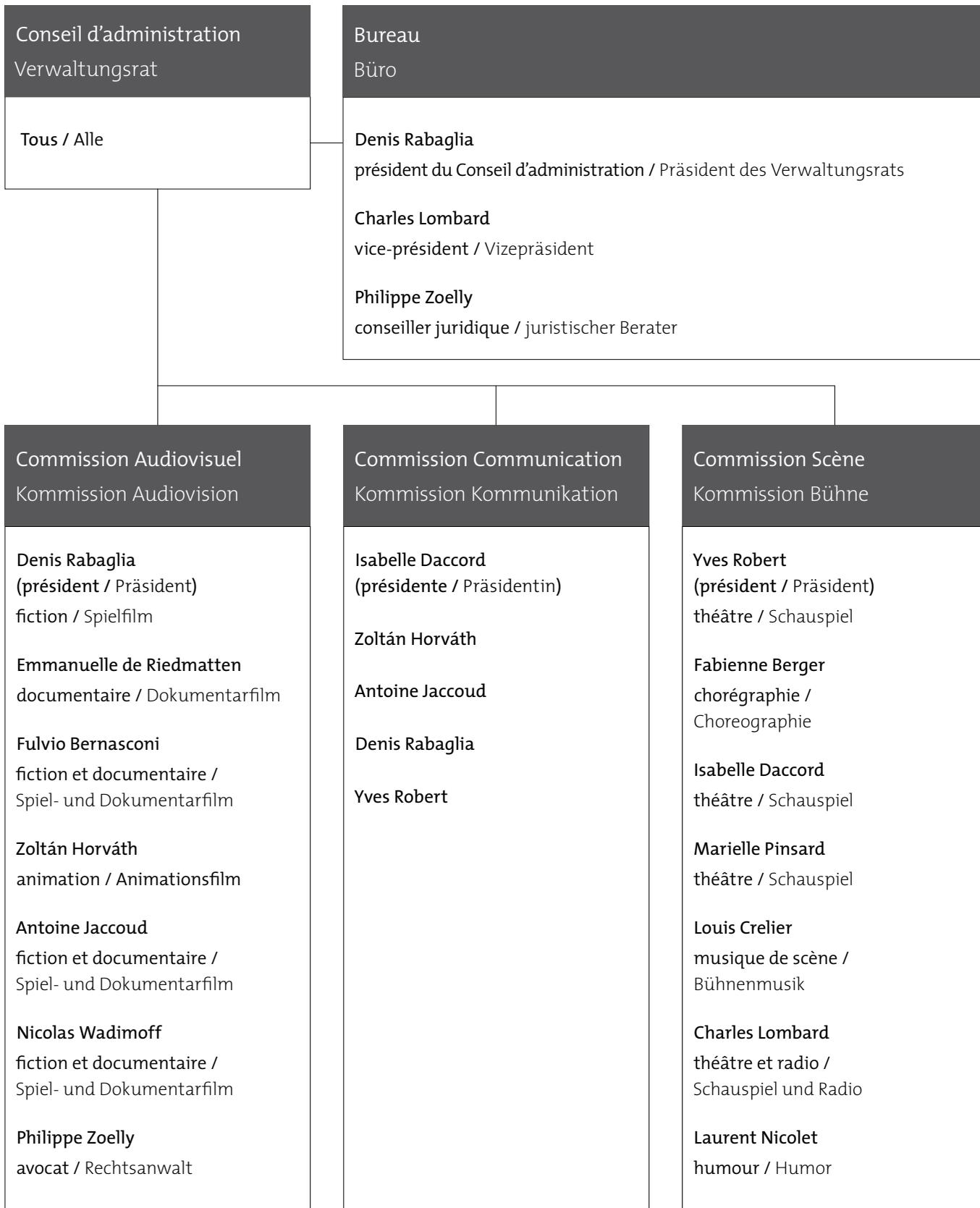
Bien évidemment, le Conseil d'administration n'est pas affecté par ces

changements et continue de fonctionner dans le cadre du mandat qui lui est accordé par les statuts. Afin de réagir encore plus rapidement pour certaines affaires courantes, un Bureau lui a été adjoint. Il est constitué de trois membres du Conseil, qui ont un pouvoir consultatif.

Dans une économie culturelle de plus en plus globalisée, le renforcement des compétences et de la capacité d'intervention des auteurs qui, de par leur élection au Conseil, président à la destinée de la SSA s'est naturellement imposé comme une exigence envers les enjeux des répertoires, mais aussi, et surtout, envers les membres qui leur ont témoigné leur confiance.

Denis Rabaglia,
président du Conseil d'administration

nouvelle organisation du Conseil d'administration neue Organisation des Verwaltungsrats



cinéma, télévision, multimédia
Kino, Fernsehen, Multimedia

bulletin *Papier*, stratégie
de communication
Infobulletin *Papier*,
Kommunikationsstrategie

théâtre, chorégraphie,
musique de scène, radio, humour
Theater, Tanz, Bühnenmusik,
Radio, Humor

die neue Corporate Governance der SSA

Ein neues Logo. Eine neue Website. Ein neuer Präsident. Diese Veränderungen sind Ihnen bestimmt nicht entgangen. Doch die tiefgreifendste Neuerung, die nun abgeschlossen wurde, ist nicht für alle unsere Mitglieder und Partner auf Anhieb ersichtlich: Der Verwaltungsrat hat ein neues Governance-Reglement eingeführt, das er in seinen Debatten und Entscheidungen seit dem 1. September 2012 befolgt.

Es hätte eine simple Auffrischung werden können, ein Niederschreiben von Praktiken, die den Vorteil haben, dass sie alle kennen. Wir gingen jedoch weiter. Zusammen mit dem scheidenden Präsidenten Claude Champion gelangten wir zur Überzeugung, die Probleme der SSA müssten anders angegangen werden und der Präsidentschaftswechsel sei der ideale Zeitpunkt, dies zu tun.

Warum?

Die Bühnen- und audiovisuellen Geschäfte – die in der Realität zwei unterschiedlichen Bereichen der Kulturwirtschaft angehören und bis vor kurzem vor jeder grundlegenden Änderung geschützt waren – wurden lange Zeit in jedem unserer Organe gemeinsam behandelt. Doch die (legalen und illegalen) digitalen Nutzungen

haben die Sachlage verändert. Heute ist es wichtig, dass jeder Urheber, der im Verwaltungsrat Einsitz nimmt, um dort die Interessen eines bestimmten Repertoires zu vertreten, die Möglichkeit hat, in einer Kommission zu arbeiten, die sich entweder auf die Herausforderungen im Bühnen- oder auf jene im audiovisuellen Bereich konzentriert, ob es sich nun um das Urheberrecht, das Inkasso und die Verteilung der Entschädigungen, kulturelle Geschäfte oder strukturierende Aktionen für den jeweiligen Bereich handelt.

Der Verwaltungsrat hat deshalb die ausschliesslich auf kulturelle Förderprogramme in den beiden Bereichen konzentrierte Kulturkommission ebenso aufgelöst wie die Kommission Verwaltung und Recht, die praktisch alle anderen Dossiers betreute. Sie wurden durch die nachstehenden beiden neu definierten Kommissionen ersetzt.

- Die Kommission Audiovision ist die Gesprächspartnerin der Verwaltung in sämtlichen Fragen, die Film, Fernsehen und die übrigen audiovisuellen Medien sowie die kulturellen Förderprogramme in diesen Repertoires betreffen.
- Die Kommission Bühne ist die Gesprächspartnerin der Verwaltung in sämtlichen Fragen, welche Theater, Choreographie, Bühnenmusik und den Rundfunk sowie die kulturellen Förderprogramme in diesen Repertoires betreffen.

Erhalten bleibt die Kommission für Kommunikation, die das Bulletin *Papier* und unsere Kommunikationsstrategie in einer Welt betreut, in der letztere immer wichtiger wird.

Der Verwaltungsrat ist selbstverständlich von diesen Veränderungen nicht direkt betroffen und funktioniert weiter im Rahmen seines Mandats gemäss den Statuten. Um jedoch in gewissen laufenden Geschäften noch schneller als bisher reagieren zu können, wurde ihm ein Büro zur Seite gestellt. Es besteht aus drei Ratsmitgliedern mit konsultativen Befugnissen.

In einer immer stärker globalisierten Kulturwirtschaft setzte sich die Verstärkung der Kompetenzen und der Interventionsfähigkeit derjenigen Urheber, die durch ihre Wahl in den Verwaltungsrat die Geschicke der SSA zu leiten haben, von selbst als eine Notwendigkeit durch, um den Herausforderungen der Repertoires, vor allem aber den Ansprüchen der Mitglieder gerecht werden zu können, die ihnen ihr Vertrauen aussprachen.

Denis Rabaglia,
Präsident des Verwaltungsrats

die Kulturflatrate – wirklich eine gute Idee?

Angesichts der Herausforderungen bei der Nutzung künstlerischer Werke auf dem Internet wird regelmässig die Einführung einer Kulturflatrate vorgeschlagen. Worin würde denn eine solche Pauschale bestehen? Welche Konsequenzen hätte diese Abgabe? Die SSA (Société suisse des auteurs) sieht mehr Nachteile als Vorteile.

Mit einer Kulturflatrate wäre die Verbreitung von Werken im digitalen Raum gegen die Bezahlung eines pauschalen Betrags möglich, der – beispielsweise – zusätzlich zu den Zugangskosten fürs Internet verrechnet würde. Dieses bestechend einfache Modell wäre somit die Lösung einer komplizierten Gleichung: Wahrung der Privatsphäre des Konsumenten und der Meinungsäusserungsfreiheit auf dem Internet bei gleichzeitiger Entschädigung aller Kunstschaffenden. Diese Einnahmen würde man anschliessend an die Urheber, Interpreten und Produzenten verteilen. Die Kunstschaffenden würden somit vom intensiven digitalen Austausch ihrer Werke profitieren, der ihnen heute nichts oder fast nichts einbringt.

Zahlreiche Akteure im Kulturwesen, darunter auch die SSA, haben jedoch gewichtige Nachteile dieses Modells erkannt, ohne dabei die Idee der Pauschalgebühr für bestimmte Bereiche ganz auszuschliessen:

1. Wieso sollen die Urheber ihrer wirtschaftlichen Freiheit beraubt werden?

Wird die Pauschalgebühr eingeführt, verlieren Urheberinnen und Urheber ihr ausschliessliches Recht, die Nutzung ihrer Werke zu genehmigen und die Nutzungsbedingungen festzulegen. Man würde sie eines Rechts berauben, das bei der Ausübung ihres Berufs ungeheuer wichtig ist. Darüber hinaus wäre die Aussicht auf Amortisierung der Investitionen eingeschränkt, was natürlich eine geringere Produktion von künstlerischen Werken in der Schweiz nach sich zöge. Wer würde sich denn noch einen Film im Kino anschauen, wenn dieser sofort auf Internet zugänglich wäre? Und warum sollen nur die Urheber, Interpreten und andere Rechteinhaber auf ihre wirtschaftliche Freiheit verzichten? Weshalb soll der Wert ihrer Werke durch Mechanismen bestimmt werden, die für andere Güter ganz anders funktionieren, und das in einem Land, das sich auf die Marktwirtschaft beruft?

2. Anpassung des Schweizer Rechts

Eine Kulturflatrate würde Anpassungen im Schweizer Recht bedingen, was gegen diverse internationale Verträge verstiesse. Die Schweiz würde Sanktionen und vielleicht gar einen Ausschluss riskieren, was auch vielen anderen Bereichen Schaden zufügen könnte.

Gemäss geltendem Schweizer Recht ist das Downloaden zu privaten Zwecken gestattet. Die Pauschalgebühr ist folglich nicht notwendig, um die Kriminalisierung des Konsumenten zu verhindern. Das Hochladen von Werken (Upload) ist hingegen illegal, sonst würde die Schweiz weltweit zum beliebten Tummelfeld für das Anbieten von Raubkopien.

3. Die Knacknuss der Verteilung

Die Verwertungsgesellschaften «müssen den Verwertungserlös nach Massgabe des Ertrags der einzelnen Werke und Darbietungen verteilen». Doch wie kommt man zu den Nutzungsdaten, die für die Verteilung der Vergütungen erforderlich sind, ohne die Privatsphäre der Nutzer zu verletzen? Würde man sich bei der Verteilung ausschliesslich auf das Verhalten jener Personen stützen, deren Gewohnheiten man beobachten darf, wäre das Risiko einer Manipulation sehr hoch. Ganz zu schweigen von den Softwares, welche die Daten verfälschen könnten, indem sie automatisch den Zugang simulieren.

4. Gnadenschuss für die aufkommenden zulässigen Modelle

Eine Pauschalgebühr käme einem Gnadenschuss für die zulässigen Internet-Plattformen gleich, da sie ihnen das wirtschaftliche Potenzial entzöge. Die Kreativ-Industrie würde gar nicht erst versuchen, weitere kostenpflichtige Angebote zu lancieren, und unsere Wirtschaft verlöre zahlreiche Gelegenheiten für ihr weiteres Wachstum und eine positive Entwicklung.

5. Ungerechte Pauschalabgabe

Die Pauschalabgabe müsste von allen bezahlt werden, die auf das Internet zugreifen, und käme vor allem jenen zugute, die künstlerische Werke in riesigen Mengen nutzen. Leidtragend wären jene Konsumenten, die das Internet nur selten zu diesem Zweck einsetzen. Für viele Personen mit geringem Einkommen wäre dieses Modell problematisch. Die Pauschalgebühr erschwert letztendlich sozial schwächer gestellten Menschen den Zugang zu Wissen und Information.

6. Modell noch nie im Praxistest

Eines steht fest: Bisher hat kein einziges Land dieses Modell in seine Gesetzgebung integriert. Die Meinungen darüber, was kraft dieser Kulturflatrate tatsächlich erlaubt wäre, gehen auseinander, ebenso die Summe, die zu zahlen wäre: Die theoretischen Ansätze reichen von rund zwölf Euro monatlich nur für Musik bis zu etwa fünfzig Euro für alle Werkkategorien. Der Widerstand der Öffentlichkeit gegen die Pauschalgebühr wüchse bestimmt direkt proportional zum Betrag, der zu entrichten wäre.

Jürg Ruchti, Direktor

droit d'auteur
urheberrecht

la licence globale, une fausse bonne idée

Devant les défis de l'utilisation des œuvres artistiques sur Internet, l'idée d'instaurer une licence globale fait régulièrement surface. Mais en quoi consisterait une telle licence? Quelles en seraient les conséquences? La Société suisse des auteurs (SSA) y voit plus d'inconvénients que d'avantages.

Une licence globale (ou *flatrate*) permettrait la circulation des œuvres dans l'espace numérique contre le paiement d'un montant forfaitaire qui serait – par exemple – ajouté au prix d'un accès à Internet. D'une simplicité séduisante, ce modèle résoudrait donc une équation difficile: préserver la sphère privée du consommateur et garantir la liberté d'expression tout en rémunérant les créateurs. Perçues notamment par les sociétés de gestion de droits d'auteur, ces recettes seraient ensuite réparties aux auteurs, interprètes et producteurs. Ceux-ci profiteraient donc enfin de l'échange numérique intense de leurs œuvres qui ne leur rapporte aujourd'hui rien, ou presque.

Sans vouloir exclure la licence globale de toute discussion sectorielle, de nombreux acteurs culturels, dont la SSA, ont identifié les inconvénients majeurs de ce modèle:

1. Pourquoi priverait-on les auteurs de leur liberté économique?

La licence globale enlèverait aux auteurs leur droit exclusif d'autoriser l'utilisation de leurs œuvres et d'en fixer les conditions. Ils se verraient expropriés d'un droit fondamental pour l'exercice de leur profession. De plus, les perspectives d'amortissement des investissements seraient affaiblies et la conséquence logique serait la diminution de la production d'œuvres artistiques en Suisse. Qui irait voir en salle un film immédiatement disponible légalement sur Internet? Et pourquoi priverait-on seulement les auteurs, interprètes et autres ayants droit de leur liberté économique? Pourquoi la valeur de leurs œuvres artistiques serait-elle déterminée par des mécanismes totalement différents des autres biens, dans un pays fondé sur l'économie de marché?

2. Adaptation du droit suisse

Une licence globale nécessiterait des adaptations du droit suisse qui enfreindraient divers traités internationaux. La Suisse s'exposerait à des sanctions et à l'exclusion, ce qui ne manquerait pas de porter préjudice à de nombreux autres secteurs.

Selon le droit suisse en vigueur, le téléchargement (*download*) à des fins privées est autorisé. La licence globale n'est donc pas nécessaire pour empêcher la criminalisation du consommateur individuel. En revanche, c'est la mise à disposition des œuvres (*upload*) qui n'est pas licite — sinon, la Suisse deviendrait un territoire de choix pour offrir des contenus piratés.

3. Le casse-tête de la répartition

Les sociétés d'auteurs doivent «répartir le produit de leur gestion proportionnellement au rendement de chaque œuvre et de chaque prestation». Mais comment pourrait-on obtenir les données d'utilisation nécessaires à la répartition des sommes sans violer la sphère privée des utilisateurs? Si la répartition était basée uniquement sur le comportement des personnes qui en autorisent l'observation, elle serait fortement sujette à des manipulations. Sans parler des logiciels qui pourraient fausser les données en simulant automatiquement des accès.

4. Coup de grâce aux modèles licites émergents

Une licence globale porterait le coup de grâce aux plateformes numériques licites en les privant de leur potentiel économique. L'industrie de la création ne tenterait plus de lancer d'autres offres payantes et notre économie perdrait de nombreuses opportunités de croissance et de développement.

5. Forfait injuste

Le forfait serait dû par tous ceux qui accèdent à Internet et profiterait à ceux qui consomment des œuvres artistiques en masse, au détriment de ceux qui n'utilisent guère Internet à cette fin. Pour de nombreuses personnes à faible revenu, ce modèle poserait problème. La licence globale rendrait finalement l'accès au savoir et à l'information plus difficile pour les personnes défavorisées.

6. Modèle inappliqué à ce jour

Force est de constater qu'à ce jour aucun pays n'a introduit ce modèle dans sa législation. Les interprétations sur ce qui serait réellement permis par une telle licence globale divergent tout autant que le prix à payer en échange: les théories vont d'une douzaine d'euros par mois pour la seule musique à une cinquantaine pour toutes les catégories d'œuvres. L'opposition publique à la licence globale croîtrait certainement dans les mêmes proportions que l'augmentation de son prix.

Jürg Ruchti, directeur

groupe de travail sur le droit d'auteur

La conseillère fédérale Simonetta Sommaruga a institué un groupe de travail sur le droit d'auteur (AGUR12). Face à la rapidité de l'évolution technologique, il lui a paru nécessaire de mener une vaste réflexion sur la législation du droit d'auteur en vigueur.

Le Département fédéral de justice et police (DJFP) a convoqué avant fin 2013, à plusieurs reprises, ce groupe de travail constitué de six représentants de la création – dont notre président Denis Rabaglia – et respectivement trois représentants des producteurs, trois des utilisateurs de droits d'auteur et trois des consommateurs.

La SSA salue le fait que l'applicabilité du droit d'auteur figure parmi les premiers domaines discutés. Si la loi prévoit des droits exclusifs pour les auteurs, leur accordant ainsi la faculté d'autoriser les utilisations et d'en fixer les conditions, force lui est de constater qu'il n'est pas aisé de s'opposer à une mise à disposition illicite. Les procédures sont lourdes et coûteuses. Les sources de téléchargement sont aujourd'hui si nombreuses et si disséminées géographiquement que, même en cas d'issue favorable d'un procès, l'œuvre reste accessible sur de nombreux autres sites contre lesquels il faudrait à nouveau se battre. Les règles relatives à la protection des données ne rendent pas les choses plus faciles.

Les restrictions au droit d'auteur, l'efficacité et la transparence des sociétés de gestion de droits d'auteur et de nouveaux modèles commerciaux ou de gestion seront également examinés. La conseillère fédérale a appelé le groupe de travail à lui soumettre des solutions innovantes qui tiendront compte des spécificités suisses. Elle exclut toutefois des modèles sanctionnant les utilisateurs finaux, comme par exemple la Loi Hadopi en France: une voie répressive empêcherait, juge-t-elle, de trouver des solutions par la suite acceptées.

Les représentants de la création désignés par l'intermédiaire de l'association faïtière SUISSECULTURE comprennent: Nicole Pfister Fetz (AdS), Johanna Lier (présidente de Suisseculture), Ernst Brem (Coopérative suisse des artistes interprètes), Andreas Wegelin (directeur général de la SUIA), Hans Läubli (secrétaire de Suisseculture), Denis Rabaglia (cinéaste, président de la SSA).

Arbeitsgruppe zum Urheberrecht

Bundesrätin Simonetta Sommaruga hat eine Arbeitsgruppe zum Urheberrecht (AGUR12) eingesetzt. Angesichts der rasanten technologischen Entwicklung schien es ihr unumgänglich, das geltende Urheberrecht einer gründlichen Prüfung zu unterziehen.

Das Eidgenössische Justiz- und Polizeidepartement (EJPD) hat bis Ende 2013 mehrere Sitzungen für diese Arbeitsgruppe anberaunt, die sich aus sechs Vertretern der Kulturschaffenden – zu ihnen gehört auch unser Präsident Denis Rabaglia – sowie je drei Vertretern der Produzenten, der Nutzer und der Konsumenten zusammensetzt.

Die SSA begrüsst die Tatsache, dass die Durchsetzbarkeit des Urheberrechts weit oben auf der Traktandenliste steht. Obwohl das Gesetz ausschliessliche Rechte zugunsten der Urheberinnen und Urheber vorsieht und ihnen auf diese Weise die Möglichkeit gibt, die Nutzung ihrer Werke zu genehmigen und die Nutzungsbedingungen festzulegen, muss doch eingeräumt werden, dass es sehr schwierig ist, das unbefugte Zurverfügungstellen zu unterbinden. Die entsprechenden Verfahren sind umständlich und kostspielig. Es gibt heute so viele und geografisch so weit auseinanderliegende Download-Quellen, dass das Werk auch bei einem Urteil zugunsten des Urhebers auf zahlreichen anderen Websites weiterhin zugänglich bliebe, gegen die zusätzliche Gerichtsverfahren angestrengt werden müssten. Die Vorschriften betreffend den Datenschutz komplizieren die Sache zusätzlich.

Ebenfalls geprüft werden die Einschränkungen des Urheberrechts, die Effizienz und die Transparenz der Verwertungsgesellschaften sowie neue Verwertungsmodelle. Die Bundesrätin hat die Arbeitsgruppe gebeten, ihr innovative Lösungen zu unterbreiten, welche den schweizerischen Besonderheiten Rechnung tragen. Sie spricht sich aber gegen Modelle aus, die alle Nachteile auf die Konsumenten abwälzen, wie dies z.B. bei der französischen Loi Hadopi der Fall ist: Ein repressiver Ansatz würde ihrer Meinung nach die Suche nach Kompromisslösungen verhindern.

Die Vertreter der Kulturschaffenden wurden über den Dachverband SUISSECULTURE bestimmt. Zuzugehören: Nicole Pfister Fetz (AdS), Johanna Lier (Präsidentin Suisseculture), Ernst Brem (Schweizerische Interpreten-genossenschaft), Andreas Wegelin (Generaldirektor SUIA), Hans Läubli (Sekretär von Suisseculture), Denis Rabaglia (Filmemacher, Präsident SSA).

lauréats

preisträger

MONTREUX COMEDY FESTIVAL «PITCH DATING» 2012

Le Montreux Comedy Festival a organisé, en collaboration avec la SSA, la SACD et Alain Kappauf (Kabo Productions, France), une opération de «Pitch Dating» afin de favoriser les rencontres et le développement de projets en permettant à de jeunes scénaristes de rencontrer des acteurs incontournables de la profession pendant le festival. Sur les 54 projets soumis au concours, deux projets ont été retenus: *Et après* de **Karim Slama** (auteur SSA), *Les virtuoses* de **Jérémy Tardiveau** et **Caroline Rocher** (auteurs SACD). Au final, le lauréat désigné obtiendra une promesse de développement.

PRIX SSA 2012 À L'ÉCRITURE THÉÂTRALE

Les six prix de cette année (6000 francs chacun) ont été attribués aux pièces suivantes: *Hotel Bellevue* de **Daniela Janjic** (Winterthour), *Die Stunde* de **Lorenz Langenegger** (Zurich), *La jetée des espoirs* de **Serge Martin** (Genève), *Défaut de fabrication* de **Jérôme Richer** (Genève), *Un tout petit peu peur* de **Nathalie Sabato** (Genève), *Palpitations* de **Valentine Sergo** (Ferney-Voltaire). De plus, les théâtres ou les compagnies professionnelles qui s'engageront à la création des pièces lauréates obtiendront 10 000 francs comme contribution à la production.

MONTREUX COMEDY FESTIVAL «PITCH DATING» 2012

Das Montreux Comedy Festival organisierte in Zusammenarbeit mit der SSA, der SACD und Alain Kappauf (Kabo Productions, Frankreich) ein Pitch Dating, um Begegnungen und die Entwicklung von Projekten zu fördern, indem man während des Festivals Treffen zwischen jungen Urhebern und wichtigen Persönlichkeiten der Branche ermöglicht.

54 Projekte standen im Wettbewerb, wovon zwei zurückbehalten wurden: *Et après* von **Karim Slama** (Mitglied der SSA), *Les virtuoses* von **Jérémy Tardiveau** und **Caroline Rocher** (Mitglieder der SACD). Eines der beiden Projekte wird am Schluss eine Produktionsoption erhalten.

SSA-PREISE 2012 FÜR DAS SCHREIBEN VON THEATERSTÜCKEN

Die sechs Preise dieses Jahres (je 6000 Franken) wurden folgenden Stücken zugesprochen: *Hotel Bellevue* von **Daniela Janjic** (Winterthur), *Die Stunde* von **Lorenz Langenegger** (Zürich), *La jetée des espoirs* von **Serge Martin** (Genf), *Défaut de fabrication* von **Jérôme Richer** (Genf), *Un tout petit peu peur* von **Nathalie Sabato** (Genf), *Palpitations* von **Valentine Sergo** (Ferney-Voltaire). Für die Uraufführung durch Berufstheater wird ein Beitrag von 10 000 Franken an die Produktionskosten gewährt.

16^e FESTIVAL INTERNATIONAL DU COURT MÉTRAGE DE WINTERTHOUR

Le Festival international du court métrage a eu lieu du 6 au 11 novembre 2012. La SSA et SUISSIMAGE ont doté le **Prix du meilleur court métrage suisse (10 000 francs)**. Le jury composé de Lars Henrik Gass (D), Eileen Hofer (CH), Linda O. Olszewski (USA), Laurence Reymond (F) et Zelimir Zilnik (SRB) a désigné *Os vivos tambem choram* de **Basil Da Cunha**.

Informations: www.kurzfilmtage.ch

16. INTERNATIONALE KURZFILMTAGE WINTERTHUR

Die Internationalen Kurzfilmtage fanden vom 6. bis 11. November 2012 statt. Die SSA und SUISSIMAGE haben den mit 10 000 Franken dotierten **Preis für den besten Schweizer Kurzfilm** gestiftet. Die Jury, bestehend aus Lars Henrik Gass (D), Eileen Hofer (CH), Linda O. Olszewski (USA), Laurence Reymond (F) und Zelimir Zilnik (SRB), sprach ihn dem Kurzfilm *Os vivos tambem choram* von **Basil Da Cunha** zu.

Informationen: www.kurzfilmtage.ch



Os vivos tambem choram de Basil Da Cunha

© BOX PRODUCTIONS

Indien: neues Urheberrechtsgesetz

Nach langwierigen politischen Vorarbeiten mit Unterstützung der CISAC hat das indische Parlament im Mai 2012 endlich ein Urheberrechtsgesetz verabschiedet, das die früheren Bestimmungen für Musikrechte ersetzt. Früher wurden die Künstler für die erste Leistung bezahlt, erhielten danach aber weder urheberrechtliche Entschädigungen, noch besaßen sie die Kontrolle über die späteren Nutzungen ihrer Werke. Zahlreiche Künstler begrüßen die Gesetzesrevision und gehen davon aus, dass sie das schöpferische Schaffen stärken wird. Andere Betroffene sind etwas skeptischer, da der Begriff des geistigen Eigentums in ihrem Land kaum verankert ist. Es ist also noch unklar, wie sich das neue Gesetz auswirken wird. Angesichts dieser Entwicklung kommt Organisationen wie der indischen Urheberrechtsgesellschaft IPRS eine immer wichtigere Funktion zu.

Fachleute von 35 Urheberrechtsgesellschaften aus Europa, Australien und Lateinamerika trafen sich im September 2012 im polnischen Krakau. An zwei intensiven Arbeitstagen, die von der «technischen Kommission für dramatische, literarische und audiovisuelle Werke» der CISAC* organisiert und von SSA-Direktor Jürg Ruchti geleitet wurden, kamen zahlreiche Themen zur Sprache, von denen im Folgenden einige angeführt sind:

- Mit einem Projekt, das die Verwertung von grenzüberschreitenden Lizenzen für die Nutzung audiovisueller Werke im digitalen Raum regelt, reagierte man auf die geplante Richtlinie der Europäischen Kommission betreffend die kollektive Verwertung von Urheberrechten. In seinem Vortrag schilderte ein Experte für «web connected TV» eine künftige Innovationsflut, welche die Zuschauererwartungen verändern und die angemessene Entschädigung der Urheber vor neue Herausforderungen stellen wird.
- Erstmals wurden ausführliche obligatorische Resolutionen betreffend die Verwertungsgesellschaften für das dramatische Repertoire verabschiedet. Diese Gesellschaften verpflichteten sich zum Einsatz von Tools und Normen, welche eine schnellere Übermittlung von Informationen und Auszahlungen sowie eine bessere Identifizierung der Urheberinnen und Urheber ermöglichen.
- Die Berufsregeln für alle drei Repertoires sollten künftig grundsätzlich die Verteilung der Entschädigungen im Folgejahr nach dem Inkasso vorsehen.
- Die Entschädigungen für Privatkopien sind in zahlreichen europäischen Ländern gefährdet, was von den Teilnehmenden ausdrücklich zur Kenntnis genommen wurde.

- Mit besonderem Augenmerk auf Kolumbien und Peru verabschiedete die Kommission einen Aktionsplan für die Schaffung neuer Gesellschaften, welche in Lateinamerika die Urheberrechte im audiovisuellen Bereich verwerten sollen. Lebhaftige Diskussionen ergaben sich rund um die kniffligen Probleme im Zusammenhang mit der Identifizierung von Serienfolgen, die je nach Sprachversion oft Formate von unterschiedlicher Dauer aufweisen.

Die Teilnehmenden wollen 2013 erneut zusammentreten, da sie den Austausch zwischen den Verwertungsgesellschaften mit dem gleichen Repertoire sehr wichtig finden. Die Arbeitsgruppen führen ihre Tätigkeit in der Zwischenzeit weiter.

* Technische Kommission für dramatische, literarische und audiovisuelle Werke der CISAC (Confédération internationale des sociétés d'auteurs et de compositeurs). Die CISAC ist das erste weltweite Netzwerk für Urheberrechtsgesellschaften: 231 Gesellschaften für kollektive Verwertung aus 121 Ländern schützen die Interessen von über 3 Millionen Kunstschaffenden und Rechteinhabern. Sie setzt sich für die Belange der Urheberinnen und Urheber ein und entwickelt strenge Berufsregeln zum Schutz ihrer Rechte.
www.cisac.org

quand 35 sociétés d'auteurs s'unissent

Les experts de 35 sociétés d'auteurs d'Europe, d'Australie et d'Amérique latine se sont réunis à Cracovie, en Pologne, au mois de septembre 2012. Deux intenses journées de travail menées par cette commission technique de la CISAC*, sous la présidence du directeur de la SSA, Jürg Ruchti, ont permis d'aborder de nombreux sujets. En voici quelques-uns:

- Un projet prévoyant la gestion de licences transfrontières pour l'utilisation des œuvres audiovisuelles dans l'espace numérique a fait écho à la proposition de directive de la Commission européenne concernant la gestion collective des droits d'auteur. L'exposé d'un spécialiste de la télévision connectée à Internet a laissé entrevoir une nouvelle vague d'innovations qui changeront les habitudes du public – et une nouvelle série de défis pour assurer une rémunération équitable des auteurs.
- Pour la première fois, des résolutions obligatoires détaillées concernant les sociétés gérant le répertoire dramatique ont été approuvées. Ces sociétés se sont engagées à l'utilisation d'outils et de normes facilitant l'accélération dans l'échange des informations et des paiements, ainsi qu'une meilleure identification des auteurs.
- Les règles professionnelles concernant les trois répertoires devraient dorénavant inclure le principe d'une répartition des droits dans l'année civile qui suit leur encaissement.
- Mises en péril dans de nombreux pays européens, les rémunérations de copie privée ont fait l'objet de toute l'attention des participants.

- Pensant à la Colombie et au Pérou, la commission a adopté un plan d'action pour le développement de nouvelles sociétés susceptibles de gérer les droits des auteurs de l'audiovisuel en Amérique latine. Les difficultés épineuses liées à l'identification des épisodes des séries, souvent montées dans des formats de durée différente au gré des versions linguistiques, ont fait l'objet d'échanges animés.

Les participants se sont donné rendez-vous en 2013, convaincus de l'importance des échanges entre sociétés gérant le même répertoire. Des groupes de travail avancent entre-temps.

* Commission technique «œuvres dramatiques, littéraires et audiovisuelles» de la CISAC (Confédération internationale des sociétés d'auteurs et de compositeurs). La CISAC est le premier réseau mondial de sociétés d'auteurs: 231 sociétés de gestion collective dans 121 pays protégeant les intérêts de plus de 3 millions de créateurs et d'ayants droit. Elle défend les intérêts des créateurs et développe des normes professionnelles exigeantes pour protéger leurs droits.
www.cisac.org

Inde: nouvelle loi sur le droit d'auteur

Après de longs efforts politiques soutenus par la CISAC, le Parlement indien a finalement accepté, en mai dernier, une loi sur le droit d'auteur qui révisé les anciennes dispositions concernant les droits musicaux. Auparavant, les artistes étaient payés pour la première prestation, mais ne touchaient par la suite pas de droits d'auteur et n'avaient pas non plus de contrôle sur les utilisations ultérieures de leur création. De nombreux artistes saluent la révision de la loi, estimant qu'elle permettra de renforcer l'industrie culturelle. Certains avis sont plus sceptiques, en raison d'une notion de propriété intellectuelle peu développée dans le pays. Cette situation rend incertain l'impact de la nouvelle loi. Dans ce contexte en évolution, le rôle qu'auront à jouer des organisations telles que la société d'auteurs indienne IPRS sera d'une importance grandissante.

die Zauberlaterne erklärt Kindern das Urheberrecht



© LA LANTERNE MAGIQUE

Veranstaltung der Zauberlaterne in Neuenburg (www.lanterne-magique.org).

respect ©opyright! in den Schulen

Seit mehreren Jahren führen SSA, ProLitteris, SUISA, SUISSIMAGE und Swissperform gemeinsam 12- bis 16-jährige Schülerinnen und Schüler an das Thema Urheberrecht heran. Diese Aktion nennt sich respect ©opyright! Sie vermittelt Informationen und Erläuterungen zu wichtigen Problemen rund um das künstlerische Schaffen, indem sie an den Schweizer Schulen entsprechende Veranstaltungen durchführt.

www.respectcopyright.ch

Heute müssen bereits kleine Kinder lernen, im audiovisuellen Strom zu surfen: Die rasante Entwicklung der Übertragungstechniken und die Zunahme der Bildschirme erleichtern ihnen den Zugang zu Bild und Ton mehr und mehr. Es ist deshalb wichtig, sie so früh wie möglich auf die Bedeutung des Urheberrechts vorzubereiten, und zwar auf eine unterhaltende und spannende Weise, die keine Schuldgefühle weckt.

Die in der ganzen Schweiz und in einem Dutzend weiteren Ländern in aller Welt präsente Zauberlaterne bemüht sich seit bald zwanzig Jahren, Kinder mit der Welt des Films und des Kinos vertraut zu machen. Mit Hilfe eines pädagogischen Konzepts, das auf einer autonomen Bildschulung basiert, weihte dieser einzigartige Filmklub Abertausende von Schülerinnen und Schülern in die siebente Kunst ein. Es wird versucht, ihnen spielerisch klarzumachen, dass der Film ein Werk ist, das von Autoren beziehungsweise «Urhebern» geschaffen wurde. Der nächste Schritt führt logischerweise zum abstrakteren, jedoch damit eng verbundenen Urheberrecht. In Partnerschaft mit ProLitteris, der SSA, der SUISA, mit SUISSIMAGE und SWISSPERFORM hat sich die Zauberlaterne das Ziel gesetzt, diese Verbindung herzustellen: Ab März 2013 führt sie eine für die sechs nächsten Jahre geplante Aktion in den drei Sprachregionen der Schweiz durch, die ungefähr 25 000 Kinder und deren Eltern ansprechen wird.

Diese Sensibilisierung für das geistige Eigentum spielt sich in zwei Phasen ab, entsprechend dem Vorgehen der Zauberlaterne-Vorstellungen. Die betreffenden Kinder erhalten zuerst per Post eine Sondernummer ihrer Klubzeitschrift, die sie gemeinsam mit den Eltern lesen sollen. Sie bietet ihnen die ersten, lustig aufgemachten Informationen zum Urheberrecht, und zwar in einer altersgerechten Sprache (6 bis 12 Jahre). Unmittelbar vor der Vorführung wird ein unterhaltsamer, interaktiver Sketch gezeigt, der etwa zehn Minuten dauert. Er wird von Animatoren des Klubs und einem geladenen Künstler gespielt und thematisiert den Respekt vor dem Autor in Verbindung mit dem, was sie beim Lesen der Klubzeitschrift erfahren haben.

Wie wohl viele Eltern bereits feststellen konnten, haben Kinder einen ausgeprägten Gerechtigkeitssinn. Dank diesem Unrechtsbewusstsein verstehen unsere jungen Zuschauer künftig die volle Legitimität des Urheberrechts und das einzigartige Vorgehen der Zauberlaterne.

Vincent Adatte, Co-Direktor
der Zauberlaterne / Lanterne Magique

la Lanterne Magique explique aux enfants le droit d'auteur

Aujourd'hui, dès leur plus jeune âge, les enfants doivent apprendre à «nager» dans un véritable flux audiovisuel: l'évolution fulgurante des technologies de diffusion et la multiplication des écrans leur permettent un accès aux images et aux sons toujours plus facilité. Il importe donc de les sensibiliser dès que possible à la notion du droit d'auteur, et ce d'une manière qui soit amusante, captivante et non culpabilisante.

Présente dans toute la Suisse et dans une dizaine de pays du monde, La Lanterne Magique s'efforce depuis bientôt vingt ans d'inculquer aux enfants les rudiments de leur première culture cinématographique. Par le biais d'un concept d'éducation à l'image basé sur l'autonomie, ce club de cinéma unique en son genre a ainsi initié des dizaines de milliers de jeunes spectateur au septième art, en essayant de leur faire prendre conscience de manière ludique qu'un film est une œuvre que l'on doit à des «auteurs». Une fois acquise, cette notion d'œuvre va logiquement de pair avec celle, certes plus abstraite, du droit d'auteur. En partenariat avec ProLitteris, la SSA, la SUISA, SUISSIMAGE et SWISSPERFORM, La Lanterne Magique s'est donné comme défi d'établir ce lien: dès mars 2013, elle déploiera une action sur six ans dans les trois régions linguistiques du pays, qui touchera quelque 25 000 enfants ainsi que leurs parents.

Cette sensibilisation à la propriété immatérielle se déroulera en deux temps, selon le mode opératoire qui régit les séances de La Lanterne Magique. Tous les enfants concernés vont d'abord recevoir par courrier un numéro spécial du journal de leur club, à lire avec leurs parents. Illustré de façon amusante, celui-ci leur donnera une première information sur le droit d'auteur, dans un langage adapté à leur âge (6 à 12 ans). Juste avant les projections, ils assisteront ensuite à un sketch amusant et interactif d'une dizaine de minutes. Ce sketch, joué par les animateurs de leur club et un artiste invité, portera sur le thème du respect de l'auteur, en lien avec ce qu'ils auront appris en lisant leur journal.

Comme bien des parents ont pu le constater, les enfants n'aiment pas l'injustice. Guidés par ce sentiment indispensable, nos jeunes spectateurs comprendront dès lors toute la légitimité du droit d'auteur et de la démarche, inédite, de La Lanterne Magique.

Vincent Adatte, codirecteur de
La Lanterne Magique

respect ©opyright! dans les écoles

Depuis quelques années, la SSA, ProLitteris, SUISA, SUISSIMAGE et Swissperform se sont unies pour familiariser les élèves de 12 à 16 ans avec la thématique du droit d'auteur. Cette action a pour nom respect ©opyright!. Elle permet de donner des informations et des explications liées aux enjeux de la création dans le cadre d'une manifestation organisée au sein des écoles suisses.

www.respectcopyright.ch

audiovisuel
audiovision

calendrier des répartitions 2013

La SSA met tout en œuvre pour percevoir et verser les rémunérations aux ayants droit des œuvres dans les meilleurs délais:

- Les **droits d'émission 2012 et 2013** des radios et télévisions de la SRG SSR ainsi que les **droits de représentation** (scène) sont en principe répartis à la fin de chaque mois, durant toute l'année, selon les utilisations faites des œuvres. Les droits d'émission des radios et TV privées seront répartis à l'automne 2013 pour l'année 2012, en fonction des perceptions.
- La rémunération de la **gestion collective obligatoire (GCO)**, qui comprend notamment les droits de retransmission sur les réseaux câblés, de la copie privée (CD, DVD, etc.), de la location (vidéoclubs) et de l'utilisation scolaire, est répartie annuellement, pour la première fois l'année suivant l'exploitation. Ainsi, les droits des œuvres dramatiques, dramatico-musicales et chorégraphiques diffusées en 2012 seront répartis en octobre 2013, et les droits des œuvres audiovisuelles francophones 2012 en décembre 2013.
- Les droits des exploitations à la **demande** sur Internet seront répartis à l'automne 2013 pour l'année 2012, en fonction des perceptions.
- Les **droits de reproduction mécanique** (CD, DVD, etc.) sont répartis à la fin de chaque mois qui suit l'encaissement des droits durant toute l'année.
- Les droits des **exploitations à l'étranger**, quelle que soit la nature des œuvres ou de leurs utilisations, sont répartis également tout au long de l'année selon nos encaissements.

Toutes ces répartitions sont rendues possibles pour autant que les œuvres soient déclarées à temps et que leur documentation soit complète. Récapitulatif:

Droits	Répartition
Emission SSR SRG / Reproduction Représentation / Etranger	A chaque fin de mois, selon perception
Emission radio et TV privés Internet SSR SRG / GCO	Annuellement

Des répartitions de rattrapage sont exécutées par la suite, selon nos règles habituelles.

Pour plus d'information, voir les règlements de répartition:
www.ssa.ch/documents
Contact: info@ssa.ch

Verteilkalender 2013

Die SSA bemüht sich, die Entschädigungen möglichst schnell zu kassieren und an die Rechteinhaber der Werke zu überweisen:

- Die **Senderechte 2012 und 2013** für Radio und Fernsehen der SRG SSR sowie die **Aufführungsrechte** (Bühne) werden im Prinzip über das gesamte Jahr jeweils am Monatsende verteilt und richten sich nach den Werknutzungen. Die Senderechte der privaten Radio- und TV-Sender für das Jahr 2012 werden hingegen auf der Grundlage der kassierten Entschädigungen im Herbst 2013 ausbezahlt.
- Die Vergütungen aus der **zwingend kollektiven Verwertung** (ZKV), die insbesondere die Weitersenderechte auf Kabelsendern, Privatkopien (CD, DVD usw.), Miete (Videoklubs) und schulische Nutzung umfassen, werden einmal pro Jahr ausbezahlt, und zwar erstmals im Jahr nach der Nutzung. So werden die Entschädigungen für 2012 ausgestrahlte dramatische, musikedramatische und choreographische Werke im Oktober 2013 verteilt, die Entschädigungen für audiovisuelle Werke in französischer Sprache 2012 im Dezember 2013.
- Die Vergütungen für «**On demand**»-Nutzungen 2012 auf dem Internet werden im Herbst 2013 verteilt und richten sich nach dem Inkasso.
- Die **Entschädigungen für die mechanische Vervielfältigung** (CD, DVD usw.) werden während des gesamten Jahres jeweils am Ende jeden Monats nach dem Inkasso der Vergütungen ausbezahlt.
- Auch die Entschädigungen für **Nutzungen im Ausland** werden unabhängig von der Art der Werke oder der Nutzungsform über das gesamte Jahr verteilt, und zwar gemäss dem Inkasso der SSA.

Diese Auszahlung von Entschädigungen findet aber nur dann statt, wenn die Werke rechtzeitig angemeldet wurden und wenn die entsprechende Dokumentation vollständig vorliegt. Überblick:

Entschädigung	Verteilung
Ausstrahlung auf SSR SRG / Vervielfältigung Aufführung / Ausland	Jeweils am Monatsende, je nach Inkasso
Ausstrahlung im Privatradio&TV Internet SSR SRG / ZKV	Einmal jährlich

Später findet eine nachträgliche Verteilung gemäss unseren üblichen Regeln statt.

Weitere Informationen finden Sie unter:
www.ssa.ch/Dokumente/Verteilreglemente
Kontakt: info@ssa.ch

Journées de Soleure 2013

Solothurner Filmtage 2013

BRUNCHS POUR LES JEUNES AUTEURS

Première: la SSA et SUISSIMAGE offrent des brunchs aux jeunes cinéastes lors des Journées de Soleure. Une ou un cinéaste de renom participera à chaque rendez-vous. L'événement est centré sur les rencontres informelles et l'échange d'informations.

Les jeunes cinéastes accrédités ainsi que les membres de la SSA et de SUISSIMAGE ont été informés début janvier par les Journées de Soleure. Les personnes intéressées peuvent s'inscrire auprès de SUISSIMAGE ou de la SSA. L'accréditation est accompagnée d'une information sur le «Upcoming Brunch».

Dates: 25 - 30 janvier 2013

Heure: 9 h 15 - 11 h

Lieu: Cafébar Barock, Landhausquai 5, 4500 Soleure

SAMEDI 26 JANVIER, 20H AU CINÉMA UFERBAU

Proclamation des palmarès, Prix de la relève SUISSIMAGE/SSA (15 000 francs) et Prix du public pour les trois meilleurs films d'animation suisses (dotés par SUISSIMAGE et la SSA de 10 000 francs), lors de la soirée festive des «Upcoming Talents» organisée par les Journées de Soleure et suivie de la projection des films primés.

BRUNCH FÜR JUNGE FILMSCHAFFENDE

An den Solothurner Filmtagen 2013 bieten SSA und SUISSIMAGE erstmals täglich stattfindende Brunchs für den filmischen Nachwuchs an, an denen jeweils eine renommierte Filmemacherin oder ein Filmemacher zu Gast ist. Im Mittelpunkt stehen informelle Begegnungen und Informationsaustausch.

Die akkreditierten Nachwuchs-Filmemacher/innen sowie Mitglieder von SUISSIMAGE und SSA wurden anfangs Januar durch die Filmtage über die Anlässe informiert. Interessierte können sich bei SUISSIMAGE oder bei der SSA anmelden. Mit der Akkreditierung erhalten die Akkreditierten Informationen zum Upcoming Brunch.

Daten: 25. bis 30. Januar 2013

Zeit: 9.15 - 11 Uhr

Ort: Cafébar Barock, Landhausquai 5, 4500 Solothurn

SAMSTAG, 26. JANUAR, UM 20 UHR IM KINO UFERBAU

Verleihung des Nachwuchspreises von SSA/SUISSIMAGE (15 000 Franken) und des Publikumspreises für die drei besten Schweizer Animationsfilme (von SSA und SUISSIMAGE mit insgesamt 10 000 Franken dotiert) im Rahmen des von den Solothurner Filmtagen organisierten Galaabends «Upcoming Talents», gefolgt von der Vorführung der ausgezeichneten Filme.

Änderungen bei den SSA-Förderprogrammen

Die Kulturkommission existiert nicht mehr. Gemäss der Neuorganisation des Verwaltungsrats (siehe Beitrag *Die neue Corporate Governance* der SSA auf Seite 6) sind es fortan die Kommissionen Audiovision und Bühne, welche in ihrem jeweiligen Bereich über die Förderprogramme des Kulturfonds bestimmen.

2013 werden gewisse Programme beibehalten, andere geändert oder zugunsten neuer Projekte aufgegeben. Die Newsletter Nr. 44 gab hierzu im Dezember Informationen. Sie kann auf unserer Website eingesehen werden, wo Sie auch detaillierte Angaben zu den Förderprogrammen sowie das neue allgemeine Reglement des Kulturfonds finden: www.ssa.ch, Rubriken Dokumente/Infomailing und Kulturfonds.

2013 OHNE GROSSE ÄNDERUNGEN FORTGESETZTE FÖRDERPROGRAMME BÜHNE:

UNTERSTÜTZUNG FÜR DAS VERLEGEN VON THEATERSTÜCKEN

Finanzielle Beiträge (bis zu 2000 Franken) für Verleger, die Theaterstücke von Genossenschaftlern der SSA herausgeben, unter der Bedingung, dass die Autoren ihre Aufführungs- und Bearbeitungsrechte behalten (Reglement in französischer Sprache).

Eingabefristen für das Einreichen der Dossiers:
18. Februar, 6. Mai, 19. August, 4. November 2013

STIPENDIEN FÜR CHOREOGRAPHISCHE WERKE

Bis zu sieben Stipendien im Gesamtbetrag von 65 000 Franken. Es können Choreographen unabhängiger Schweizer Tanztruppen teilnehmen.

Eingabefrist für das Einreichen der Projekte: 1. April 2013

STIPENDIEN FÜR DIE ÜBERSETZUNG VON THEATERSTÜCKEN

Bis zu drei Stipendien mit einem jährlichen Gesamtbetrag von 10 000 Franken für Übersetzer, deren Projekt es ist, ein in Französisch, Deutsch oder Italienisch verfasstes Theaterstück eines zeitgenössischen schweizerischen Autors in eine dieser drei Sprachen zu übersetzen. Voraussetzungen: Die übersetzte Version des Stücks wird mit Bestimmtheit als Stück oder als öffentliche Lesung aufgeführt.

Eingabefristen für das Einreichen der Projekte:
18. Februar, 6. Mai, 19. August, 4. November 2012

2013 MIT WICHTIGEN ÄNDERUNGEN FORTGESETZTE FÖRDERPROGRAMME BÜHNE:

FÖRDERUNG FÜR DRAMATISCHE AUFTRAGSWERKE

Eingabefristen für das Einreichen der Dossiers:
18. Februar, 6. Mai, 19. August, 4. November 2013

STIPENDIEN FÜR KOMPONISTEN

VON MUSIKDRAMATISCHEN WERKEN

STIPENDIEN FÜR KOMPONISTEN VON BÜHNENMUSIK

Eingabefristen für das Einreichen der Dossiers:
13. Februar, 2. Mai, 14. August, 30. Oktober 2013.

EINE AKTION BÜHNE, DIE 2013 NICHT WEITERGEFÜHRT WIRD:

SSA-STÜCKEPREIS

Der Stückepreis wird nicht weitergeführt. Diese jährliche Ausschreibung – sechs Preise zu 6000 Franken für sechs Theaterstücke – existierte so seit 2003 und bereits vorher zu anderen Konditionen. Zusammen mit anderen Initiativen wie Textes-en-Scènes hat er das Schaffen und die Verbreitung von neuen Stücken in der Schweiz stark gefördert. Bühnenautorinnen und -autoren haben dadurch an Anerkennung und regelmässige Programmierungsgelegenheiten in den Theatern gewonnen. Die Kommission Bühne entschied, einen neuen Förderungsschritt zu unternehmen, welcher auf der Entwicklung von Projekten beruht, die auf die Ausstrahlung der Autoren und der Schweizer Bühnenschriftstellerei namentlich im Ausland ausgerichtet sind. Die Kommission möchte die gleiche stimulierende und Verbreitung fördernde Wirkung erzielen wie mit dem Stückepreis, jedoch in einem geographisch grösseren und offeneren Raum. Diese Projekte befinden sich in der Entwicklungsphase. Der Betrag, der durch das Einstellen des Stückepreises zur Verfügung steht – 66 000 Franken im Jahresbudget, Spesen der Jury inbegriffen –, wird in diese neue Ausrichtung investiert.

PROGRAMME 2013 FÜR AUDIOVISUELLE WERKE:

STIPENDIEN FÜR DIE ENTWICKLUNG VON DOKUMENTARFILMEN

Bis zu 4 Stipendien von je 20 000 Franken. Neu: Die Bekanntgabe der Stipendiengewinner findet im Rahmen des Festivals Visions du Réel in Nyon statt (24. April 2013).

Eingabefrist für das Einreichen der Projekte: 4. März 2013.

STIPENDIEN FÜR DAS SCHREIBEN VON DREHBÜCHERN FÜR SPIELFILME

Informationen über dieses Förderprogramm werden im Frühling 2013 publiziert.

du changement dans les actions culturelles de la SSA

La Commission culturelle de la SSA n'est plus. Selon la nouvelle organisation (*lire l'article «La nouvelle gouvernance de la SSA», en page 4*), ce sont désormais les Commissions Audiovisuel et Scène qui décident des actions du Fonds culturel dans leur domaine respectif.

En 2013, certaines de ces actions sont maintenues, d'autres modifiées ou disparaissent au profit de projets en développement. Le courriel N° 44 que vous avez reçu en décembre dernier vous donnait des informations à ce propos. Il est téléchargeable sur le site de la SSA où vous trouverez également le détail des actions culturelles ainsi que le nouveau règlement du Fonds culturel (rubriques «documents/courriel» et «Fonds culturel»).

ACTIONS SCÈNE RECONDUITES EN 2013 SANS MODIFICATIONS PARTICULIÈRES:

AIDE À L'ÉDITION D'ŒUVRES THÉÂTRALES

Soutien aux éditeurs professionnels qui décident de publier une ou des pièces de théâtre d'un auteur sociétaire de la SSA (jusqu'à 2000 francs par publication), à condition que l'auteur conserve ses droits de représentation dramatique et d'adaptation.

Délais pour l'envoi des dossiers:
18 février, 6 mai, 19 août, 4 novembre 2013

BOURSES À LA CRÉATION CHORÉGRAPHIQUE

Pour un montant global de 65 000 francs, jusqu'à sept bourses destinées à des auteurs chorégraphes indépendants de compagnies de danse suisses.

Date limite pour l'envoi des dossiers: 1^{er} avril 2013

BOURSES POUR LA TRADUCTION DE PIÈCES DE THÉÂTRE

Jusqu'à trois bourses annuelles d'un montant global de 10 000 francs à des traducteurs qui projettent de traduire en allemand, en français ou en italien une œuvre théâtrale d'un auteur suisse contemporain et vivant, écrite dans l'une de ces mêmes langues, à condition que la pièce de théâtre dans sa version traduite soit, avec certitude, mise en production ou en lecture publique.

Délais pour l'envoi des dossiers:
18 février, 6 mai, 19 août, 4 novembre 2013

ACTIONS SCÈNE RECONDUITES EN 2013 AVEC DES MODIFICATIONS NOTABLES:

SOUTIEN À LA COMMANDE D'ÉCRITURE DRAMATIQUE

Délais pour l'envoi des dossiers:
18 février, 6 mai, 19 août, 4 novembre 2013

BOURSES POUR LES COMPOSITEURS D'UNE ŒUVRE DRAMATICO-MUSICALE

BOURSES POUR LES COMPOSITEURS DE MUSIQUE DE SCÈNE

Délais pour l'envoi des dossiers:
13 février, 2 mai, 14 août, 30 octobre 2013

ACTION SCÈNE QUI NE SERA PAS RECONDUITE EN 2013:

PRIX À L'ÉCRITURE THÉÂTRALE

Le Prix à l'écriture théâtrale ne sera pas reconduit. Ce concours annuel – six prix de 6000 francs récompensant six pièces écrites – existait depuis 2003, et bien antérieurement encore avec d'autres conditions. Parmi d'autres initiatives telles que Textes-en-Scènes, il a fortement stimulé la création et la diffusion de l'écriture théâtrale en Suisse. Les auteurs ont ainsi gagné une reconnaissance certaine et de régulières possibilités de programmation dans les théâtres. La Commission Scène a décidé de franchir une nouvelle étape vers le développement de projets axés sur le rayonnement des auteurs et de l'écriture dramatique suisse, notamment à l'étranger. La volonté de la commission est de s'appuyer sur les mêmes effets de stimulation et diffusion qu'a générés le Prix à l'écriture, mais dans un espace plus large et plus ouvert. Ces projets sont en cours d'élaboration. En cessant le Prix à l'écriture théâtrale, la somme ainsi libérée – 66 000 francs au budget annuel, frais de jury compris – sera investie vers ces nouvelles perspectives.

ACTIONS AUDIOVISUELLES EN 2013:

BOURSES POUR LE DÉVELOPPEMENT DE FILMS DOCUMENTAIRES

Jusqu'à 4 bourses de 20 000 francs chacune. Nouveau: la proclamation des palmarès aura lieu dans le cadre du festival Visions du Réel à Nyon (24 avril 2013)

Date limite pour l'envoi des projets: 4 mars 2013

BOURSES POUR L'ÉCRITURE DE FILMS DE FICTION

Des informations relatives à cette action seront publiées au printemps 2013.

la SSA au service des auteurs et des productions théâtrales

Si un théâtre ou une compagnie souhaite représenter *Quai ouest* de Bernard-Marie Koltès, que faire? *Les fourberies de Scapin* de Molière? Ou un auteur américain comme Tennessee Williams? Que faire s'ils souhaitent monter *Une femme seule* de Dario Fo et Franca Rame d'après la traduction de Valeria Tasca? Et si un metteur en scène souhaite adapter une nouvelle de Jean Giono pour la scène? Et encore: comment passer commande d'une œuvre inédite auprès d'un auteur suisse, et quels droits cette commande donne-t-elle ensuite sur le texte?

A toutes ces questions, la SSA, une des cinq sociétés suisses de gestion de droits d'auteur, peut répondre, mais ses réponses seront aussi diverses que variées. Dans la plupart des cas, elle pourra servir d'intermédiaire direct ou de guide entre la compagnie et les auteurs.

Du fait du droit exclusif que la Loi sur le droit d'auteur et les droits voisins (LDA) accorde à l'auteur sur son œuvre, il ne suffit pas à une compagnie d'acquiescer le texte d'une pièce de théâtre en librairie pour pouvoir la représenter! «L'auteur a le droit exclusif de décider si, quand, de quelle manière et sous quel nom son œuvre sera divulguée» (article 9 LDA), utilisée, modifiée, adaptée. Son autorisation est donc nécessaire.

La procédure d'autorisation est de prime abord toute simple:

- La compagnie fait parvenir à la SSA une demande d'autorisation de représentation, d'adaptation, de traduction que cette dernière transmet à l'auteur.
- L'auteur autorise ou interdit le projet.
- S'il l'autorise, la SSA établit un contrat de représentation avec le théâtre ou la compagnie fixant les

conditions financières des droits de représentation et comportant parfois aussi les requêtes formelles de l'auteur quant à la mise en scène, etc. Ensuite, la SSA notifiera ces conditions de perception aux lieux d'accueil puisque la SSA perçoit autant que possible les redevances dues à l'auteur «en bout de chaîne», soit au plus près de l'utilisateur. Ces conditions sont tarifées, sauf si l'auteur souhaite les modifier à la hausse.

- A l'issue des représentations, le théâtre remet les informations nécessaires au calcul des droits à la SSA.
- Sur cette base, elle établit sa facture et rétribue les droits à l'auteur dans le mois qui suit son paiement.

Ainsi l'auteur est-il rémunéré proportionnellement au succès de son œuvre et peut-il envisager de continuer à créer avec quelque confort. S'il n'est plus en vie, ses héritiers profiteront des retombées économiques de son œuvre pendant septante ans.

La pratique ne rencontre toutefois pas toujours cet idéal et il arrive, comme ont pu le constater ceux qui recourent à la SSA, que les rouages se grippent quant à leur souhait: lenteur de l'auteur à répondre à leur demande d'autorisation, exclusivité de représentation accordée à un tiers ayant pour effet de bloquer les droits sur la pièce, obligation d'utiliser une traduction spécifique et nulle autre, dossiers à compléter quant à la mise en scène, déséquilibre quant à la répartition des droits de représentation entre l'auteur de l'œuvre préexistante et l'adaptateur et, le pire, l'interdiction de représentation, notamment si elle intervient tardivement alors que la première est déjà programmée... La SSA ne saurait donc que conseiller aux compagnies d'anticiper et de demander les autorisations de représentation bien à l'avance.

Si un théâtre ou une compagnie

souhaite commander une œuvre à un auteur membre de la SSA ou s'ils souhaitent représenter une de ses œuvres inédites, ils pourront utiliser l'un des deux modèles de contrat élaborés par la SSA avec les théâtres concernés (contrat de commande ou contrat de première création disponibles sur www.ssa.ch). En effet, l'époque n'est plus au «tope-là!» du paysan, même si le formalisme n'est pas un réflexe de base dans les métiers de la création artistique! Les collaborations peuvent s'avérer complexes et se servir d'un contrat modèle comme d'une check-list permet souvent d'anticiper, d'aplanir des malentendus ou de se prémunir contre de mauvaises surprises.

Plus que tout, la SSA a à cœur de favoriser la création, et si possible celle de ses membres. Car la SSA est une coopérative dont les sociétaires sont tous auteurs, actifs pour certains dans les arts de la scène, pour les autres dans l'audiovisuel, qui se sont regroupés pour gérer collectivement une partie de leurs droits. Et valoriser les auteurs qui créent en Suisse, tant pour la scène que pour l'audiovisuel, est une nécessaire valorisation de notre identité culturelle, riche et plurielle. Le Fonds culturel de la SSA mène chaque année de nombreux concours et actions en faveur des auteurs allant dans ce sens (informations et règlements sur le site de la SSA).

Notons encore qu'en Suisse il n'y a pas de gestion de droits voisins des metteurs en scène, interprètes et comédiens pour des représentations scéniques.



© GUILLAUME PERRET

Désalpe d'Antoine Jaccoud, pièce créée par la Compagnie Léon et exemple d'une commande d'écriture.

die SSA im Dienste der Urheber und der Bühnenproduktionen

Wie müssen eine Theatertruppe oder ein Theater vorgehen, wenn sie ein Stück aufführen möchten? Woran muss eine Bühne denken, wenn sie *Der eingebildete Kranke* von Molière oder *Bezahlt wird nicht* von Dario Fo in der Übersetzung von Peter O. Chotjewitz spielen will? Oder wenn ein Regisseur eine Novelle von Jean Giono für die Bühne adaptieren möchte? Es geht noch weiter: Wie bestellt man bei einem Schweizer Autor ein noch unveröffentlichtes Bühnenwerk, und welche Rechte verleiht diese Bestellung eigentlich am Text?

Auf alle diese Fragen hat die SSA, eine der fünf schweizerischen Verwertungsgesellschaften, eine Antwort parat, die aber je nach Situation unterschiedlich ausfallen kann. In vielen Fällen übernimmt sie eine beratende Funktion oder vermittelt, besonders bei französischen, italienischen und spanischen Texten, zwischen der Theatertruppe und den Bühnenautoren.

Aufgrund des ausschliesslichen Rechts, welches das Bundesgesetz über das Urheberrecht und verwandte Schutzrechte (URG) dem Urheber an seinem Werk verleiht, reicht es nicht aus, wenn eine Theatertruppe in einer Buchhandlung den Text des Stücks erwirbt, um es dann aufzuführen! «Der Urheber oder die Urheberin hat das ausschliessliche Recht zu bestimmen, ob, wann, wie und unter welcher Urheberbezeichnung das eigene Werk erstmals veröffentlicht werden soll» (URG Art. 9) bzw. genutzt, überarbeitet, adaptiert wird. Ohne die Zustimmung des Urhebers geht gar nichts.



© SYLVAIN CHABLOZ

Europe: *L'Echappée belle* von Marie Fourquet, eine Produktion der Compagnie ad-apte und Beispiel einer Stückbestellung.

Falls die SSA die Urheberin oder den Urheber vertritt, sieht das Bewilligungsverfahren auf den ersten Blick ganz einfach aus:

- Die Theatertruppe oder das Theater lässt der SSA ein Genehmigungsgesuch für die Aufführung, Bearbeitung oder Übersetzung zukommen, das die SSA an den Urheber weiterleitet.
- Der Urheber genehmigt oder verbietet das Projekt.
- Bei Einverständnis des Urhebers erstellt die SSA einen Aufführungsvertrag mit dem Theater oder der Theatertruppe, in dem sie die finanziellen Bedingungen für die Vergütung der Aufführungsrechte festlegt und in dem manchmal auch formale Bedingungen des Urhebers in Bezug auf Inszenierung usw. enthalten sind. Danach teilt die SSA diese Inkassobedingungen dem Aufführungsort mit, da die SSA die dem Urheber zustehenden Entschädigungen gern «am Schluss der Nutzungskette» kassiert, nämlich so nah wie möglich am Veranstalter. Diese Zahlungsbedingungen entsprechen einem festen Tarif, ausser wenn der Urheber sie erhöhen möchte.
- Nach den Aufführungen des Stücks lässt das Theater die für die Berechnung der Entschädigungen erforderlichen Informationen der SSA zukommen.
- Die SSA stellt auf dieser Grundlage eine Rechnung aus und verteilt die Entschädigungen im Monat nach ihrem Inkasso an den Urheber.

Auf diese Weise wird der Urheber proportional zum Erfolg seines Werks entschädigt und kann auch in Zukunft mit dem entsprechenden finanziellen Polster künstlerisch tätig sein. Wenn er stirbt, profitieren seine Erben während 70 Jahren vom wirtschaftlichen Ertrag seines Werks.

Leider entspricht die Realität aber nicht immer den Idealvorstellungen, und es kann passieren, dass Sand ins Getriebe gelangt. Dies müssen auch jene feststellen, welche die Dienste der SSA in Anspruch nehmen: Die Antwort der Urheber bei einem Genehmigungsgesuch lässt mitunter auf sich warten, die Aufführungsrechte wurden exklusiv an eine Drittperson übertragen, was die Rechte am Stück blockiert, es soll zwingend eine bestimmte Übersetzung verwendet werden und keine andere, es müssen Dossiers zur Inszenierung eingereicht werden, bei der Aufteilung der Entschädigungen für Aufführungsrechte kommt es zu Differenzen zwischen dem Urheber des bestehenden Werks und der adaptierenden Person, und am schlimmsten ist ein Aufführungsverbot, vor allem wenn es erst spät eintrifft und die Premiere bereits angesetzt wurde... Daher kann die SSA den Theatertruppen nur wärmstens ans Herz legen, langfristig zu planen und die Aufführungsgenehmigungen möglichst früh zu beantragen.

Möchte ein Theater oder eine Theatertruppe bei einem SSA-Mitglied ein Werk in Auftrag geben oder ein noch unveröffentlichtes Stück dieses Autors aufführen, stehen ihm oder ihr zwei Musterverträge zur Verfügung, die auf Anregung anderer betroffenen Bühnen ausgearbeitet wurden (Download der Musterverträge für die Bestellung oder Uraufführung eines Bühnenwerks unter www.ssa.ch). Eins ist sicher, in der heutigen Zeit reicht der Handschlag aus der bauerlichen Tradition nicht mehr aus, auch wenn in der Welt des Kunstschaffens kein ausgeprägter Hang zum Formalismus zu beobachten ist! Eine Zusammenarbeit kann komplexe Formen annehmen, und dann dient ein Mustervertrag als Checkliste, um besser zu antizipieren, Missverständnisse aus dem Weg zu räumen oder unliebsame Überraschungen zu vermeiden.

Die SSA möchte in erster Linie das künstlerische Schaffen unterstützen, vor allem bei ihren eigenen Mitgliedern. Denn die SSA ist eine Genossenschaft, deren Mitglieder alle Urheberinnen und Urheber sind: Die einen arbeiten für die Bühne, andere sind im audiovisuellen Bereich zu Hause. Sie haben sich zusammengeschlossen, um gemeinsam einen Teil ihrer Urheberrechte zu verwerten. Die Förderung der in der Schweiz tätigen Schöpfer von Bühnenwerken und audiovisuellen Werken ist unerlässlich, um unsere reiche und vielschichtige kulturelle Identität zu stärken. Der Kulturfonds der SSA führt daher jedes Jahr zahlreiche Wettbewerbe und Förderprogramme zugunsten der Urheberinnen und Urheber durch (Informationen und Reglemente auf der Website der SSA).

Wichtig ist zum Schluss noch der Hinweis, dass in der Schweiz bei Bühnenaufführungen keine Verwertung der verwandten Schutzrechte für Regisseure, darstellende Künstler und Schauspieler stattfindet.

Sandra Gerber,
Rechtsdienst der SSA

Dieser Artikel erschien in französischer Sprache
in *Culture Enjeu* Nr. 32 von Dezember 2011

papier **ssa** société
suisse des
auteurs

BULLETIN D'INFORMATION DE LA SOCIÉTÉ SUISSE DES AUTEURS
INFORMATIONSBULLETIN DER SCHWEIZERISCHEN AUTORENGESELLSCHAFT

SECRETARIAT DE RÉDACTION REDAKTIONSSKRETARIAT
Nathalie Jayet: tél. 021 313 44 74, nathalie.jayet@ssa.ch

FONDS CULTUREL KULTURFONDS
Jolanda Herradi: tél. 021 313 44 66, jolanda.herradi@ssa.ch

COMITÉ DE RÉDACTION REDAKTIONSAUSSCHUSS
Isabelle Daccord (responsable – verantwortlich),
Zoltán Horváth, Antoine Jaccoud, Denis Rabaglia, Yves Robert

COLLABORATION À CE NUMÉRO MITARBEIT AN DIESER AUSGABE
Vincent Adatte, Carlo Capozzi, Sandra Gerber, Jolanda Herradi,
Pitch (dessin – Zeichnung), Jürg Ruchti

TRADUCTION ÜBERSETZUNG
Nicole Carnal, Jolanda Herradi, Claudia und Robert Schnieper

CORRECTEURS KORREKTORAT
Anne-Sylvie Sprenger, Robert Schnieper

GRAPHISME GRAFIK
INVENTAIRE.CH

IMPRESSION DRUCK
CRICprint, Fribourg

TIRAGE AUFLAGE
3000 exemplaires

PARUTION ERSCHEINT
quatre fois par an - vierteljährlich

SSA société
suisse des
auteurs
Rue Centrale 12/14, case postale 7463, CH – 1002 Lausanne
Tél. 021 313 44 55, fax 021 313 44 56
info@ssa.ch, www.ssa.ch

POUR OBTENIR LE BULLETIN papier
DAS INFOBULLETIN papier IST ERHÄLTICH ÜBER
nathalie.jayet@ssa.ch - 021 313 44 74

Gestion de droits d'auteur pour la scène et l'audiovisuel
Verwaltung der Urheberrechte für Bühnen- und audiovisuelle Werke

